

Convention collective nationale

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE**
(EX CC DES ENTREPRISES DE VENTE PAR CATALOGUE
DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE)

(Bulletin officiel n° 2001/4 bis)

ACCORD COLLECTIF DU 9 NOVEMBRE 2004
PORTANT ADHÉSION À LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DES ENTREPRISES DE VENTE PAR CATALOGUE
NORD ET EST DE LA FRANCE
NOR : *ASET0550146M*
IDCC : *2198*

Entre les parties signataires ci-après, il a été arrêté, convenu et accepté ce qui suit :

Article 1^{er}

Adhésion

Le syndicat national des entreprises de vente à distance adhère :

- à la convention collective des entreprises de vente par catalogue du Nord et de l'Est de la France dont le champ d'application est rédigé comme suit : « La présente convention conclue en application de la loi du 13 novembre 1982 modifiée et des lois des 11 février 1950 et 13 novembre 1982 modifiée règle les rapports de travail entre les employeurs et les salariés des entreprises de vente par catalogue généralement répertoriées aux numéros 526 A (vente par correspondance sur catalogue général) et 526 B (vente par correspondance spécialisée) de la nomenclature des activités françaises résultant du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 et situées dans les départements suivants : Aisne, Ardennes, Aube, Côte-d'Or, Doubs, Eure, Jura, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Seine-Maritime, Somme, Vosges » ;
- à ses annexes, avenants et accords signés.

En application de l'article L. 132-16 du code du travail, le champ d'application de la convention collective est modifié et s'applique dorénavant au territoire national et aux DOM-TOM.

Article 2

Intitulé

L'intitulé de la convention collective est modifié en conséquence, comme suit : « convention collective nationale des entreprises de vente par catalogue ».

Article 3

Caractère obligatoire

Il ne peut être dérogé au présent accord, par accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 4

Notification et validité de l'accord

La partie la plus diligente des organisations signataires de l'accord en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité de l'accord de branche est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans les champs d'application de l'accord. L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord.

Article 5

Dépôt

Conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès de la direction départementale du Nord, lieu de signature, et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Lille.

Article 6

Demande d'extension

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent accord.

Article 7

Date d'application

Les dispositions du présent accord prendront effet à compter de la date de signature.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 9 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France ;

Syndicat national des entreprises de vente à distance.

Syndicats de salariés :

Fédération des employés et cadres Force ouvrière ;
Fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des
industries du textile, de l'habillement et connexes CFE-CGC ;
Fédération du commerce et des services CGT ;
Fédération des services CFDT ;
Fédération CFTC commerce, services et forces de vente ;
Fédération Force ouvrière cuirs, textile, habillement.